

## CINQUIÈME ÉDITION DE L'INITIATIVE DES MÉDIAS AFRODAD

### Rôle des médias dans l'avancement de la position de l'Afrique sur la justice réparatrice

Lieu: The Capital Empire Sandton



#### 1. Introduction

Le Forum et Réseau Africain sur la Dette et le Développement (AFRODAD), en partenariat avec [l'African Monitor](#), [l'Institut pour la Justice Économique](#) (IEJ) et [la campagne Stop the Bleeding](#) (STBc), organisera la cinquième édition de l'Initiative Médias d'AFRODAD (AfroMEDI V) du 25 au 27 mars 2025 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Cet événement phare aura pour thème le rôle des médias dans l'avancement de la position de l'Afrique sur la justice réparatrice.

Le thème de l'Union Africaine (UA) pour 2025 exige justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine qui ont souffert à travers la traite transatlantique des esclaves, le colonialisme, l'expropriation des terres et l'exploitation, la ségrégation raciale, le néocolonialisme, l'exploitation économique, le pillage du patrimoine et des ressources africains, la destruction de l'environnement, ainsi que l'ingérence politique et économique, parmi d'autres formes d'injustice. Grâce à AfroMEDI V, les journalistes participants seront formés à lier les réparations aux processus de développement mondiaux et à prioriser un journalisme approfondi qui fait avancer la position de l'Afrique sur la justice réparatrice, avec un accent particulier sur la dette publique et les questions connexes, y compris la fiscalité, le commerce, le travail (dans le contexte de la STBc), le financement climatique, la justice de la dette féministe et les éléments juridiques de la dette.

#### 2. Quel est le problème?

AFROMEDI a répondu aux défis suivants auxquels les journalistes africains sont confrontés : (i) Le défi de comprendre certaines informations et processus de dette complexes ; (ii) La difficulté d'accéder à des informations pour une couverture fiable sur la dette et les questions connexes. La divulgation publique limitée des conditions, des taux d'intérêt et des calendriers de remboursement rend difficile l'évaluation du véritable coût et des implications de l'emprunt. Par conséquent, les médias manquent souvent d'accès à des données complètes sur les niveaux de la dette publique, les schémas d'emprunt et les coûts de service de la dette, ce qui entrave leur capacité à tenir les gouvernements responsables ; (iii) Les limitations à humaniser les informations techniques de manière compréhensible et attrayante pour leur public ; et (iv) ceux qui ont une capacité suffisante rencontrent des limitations pour rapporter librement sur des questions sensibles liées à la Transparence, la Responsabilité et la Gouvernance (TAG), y compris pendant les processus électoraux qui jouent un rôle crucial dans la définition et la démocratisation du discours sur la dette.

#### 3. Informations de contexte

Afrique est confrontée à l'une de ses pires crises de dette souveraine qui menace de renverser des années de gains en matière de développement et les efforts historiques d'allègement de la dette. D'après la Carte des Risques de Dette Africaine, des pays comme le Soudan, le Somaliland, la Somalie, le Ghana, Sao Tomé-et-Principe, la République du Congo, la Zambie, le Mozambique, le Malawi, le Zimbabwe, le Cameroun, l'Angola, la République Centrafricaine, le Sud-Soudan, l'Éthiopie, le Tchad, l'Érythrée, Djibouti, le Gambie, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, la Tunisie et le Kenya souffrent [d'un lourd fardeau de la dette](#). Certains pays ont été contraints de mettre en œuvre des politiques sévères et des coupes budgétaires, passant des investissements sociaux au remboursement de prêts, entraînant des troubles alors que les pays sont forcés de prendre des positions d'implémentation de politiques profondément injustes et impopulaires, ce qui conduit parfois à des troubles civils comme en témoigne la situation au [Kenya](#) et au [Nigeria](#) en 2024.

La dette publique, bien qu'elle soit un élément essentiel de la politique budgétaire moderne dans le monde, présente [des complexités uniques au sein des économies africaines](#). Sa genèse est intimement liée à l'héritage colonial laissé par les puissances européennes, qui a contribué à l'accumulation de dettes odieuses et au transfert de fardeaux de dette oppressifs aux nations africaines indépendantes, restreignant ainsi leurs espaces budgétaires. Les pratiques d'exploitation et le contrôle économique des puissances coloniales pendant l'ère coloniale ont entraîné l'extraction de ressources et l'imposition de structures économiques favorables aux colonisateurs. Après avoir obtenu leur indépendance, les nations africaines ont hérité des dettes écrasantes contractées par les puissances coloniales, perpétuant ainsi une dépendance économique et entravant le développement.

L'agenda des réparations dans le thème de l'UA pour 2025 vise à réparer les injustices historiques tout en abordant des questions contemporaines telles que le racisme systémique, l'exclusion économique et la marginalisation de l'Afrique dans la prise de décision mondiale. L'injustice économique est ancrée dans le système financier mondial actuel, qui a historiquement favorisé l'inégalité, la pauvreté, l'endettement et le néocolonialisme. Ce système est dominé par des institutions financières internationales, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et les marchés de capitaux mondiaux, qui sont fortement influencés par des positions philosophiques donnant la priorité au libéralisme de marché, à la domination des Créanciers et à l'extraction des ressources.

AFRODAD (à travers AFROMEDI, le Réseau des Médias sur la Dette en Afrique/M-DNA) travaille avec les médias pour mettre à l'agenda de la dette publique et des questions connexes comme une priorité. Ils ont également joué un rôle clé dans la démocratisation du discours sur la dette, permettant ainsi aux citoyens d'influencer les politiques de la dette par leurs choix électoraux. De plus, la campagne STB et divers partenaires à des niveaux national, continental et mondial ont fait avancer le mouvement pour la justice de la dette avec la devise de positionner l'Afrique comme un Créateur de Règles et non plus comme un Suiveur de Règles. Le rôle des médias dans cette campagne est crucial, car ils sont habilités à définir l'agenda qui fonctionne pour les populations du continent. En outre, avec les organisations féministes, [AFRODAD a promu le mouvement de la justice de la dette féministe](#), et les journalistes ont un rôle essentiel à jouer pour le défendre.

#### 4. Justification

Les médias jouent un rôle crucial dans la formation du discours public, influençant les décisions politiques et attirant l'attention sur des questions socio-économiques. Par conséquent, il est essentiel d'habiliter les

journalistes à définir un agenda qui vise à garantir la responsabilité et à tenir les citoyens informés des processus clés. Il est donc important d'impliquer les journalistes dans ce processus pour s'assurer que les citoyens soient informés et engagés. En résumé, AFROMEDI offrira une capacité accrue pour rapporter sur la justice réparatrice de la dette, en humanisant les enjeux, en se concentrant sur un journalisme basé sur les données, en offrant un contexte historique des injustices et en proposant des solutions politiques à partir d'entretiens avec des personnes techniques dans le domaine de la société civile.

AfroMEDI V liera stratégiquement le thème de l'UA aux processus et campagnes mondiaux actuels tels que le Financement du Développement, la présidence sud-africaine du G20, la campagne Stop the Bleeding et la justice de la dette féministe. Cette année offre à l'Afrique et aux journalistes du continent un moment opportun pour mettre en lumière ces injustices et faire avancer la justice réparatrice dans plusieurs processus clés afin de renverser le cours des injustices historiques.

## 5. Objectifs

- I. Habilitier les journalistes à lier les réparations aux processus de développement mondiaux, guidant ainsi leur reportage.
- II. Sensibiliser à la nécessité de réformer les institutions financières mondiales et leurs systèmes de fonctionnement.
- III. Encourager et guider les journalistes à rapporter de manière stratégique sur des moments et des mouvements clés, y compris les élections de 2025.
- IV. Offrir une plateforme pour un engagement continu au-delà d'AFROMEDI V.

## 6. Résultats

- I. Augmentation des reportages sur la dette et d'autres questions socio-économiques, y compris l'avancement de la justice réparatrice et la réforme du système de financement mondial.
- II. Priorisation de la dette dans les débats électoraux, les manifestes et les interviews lors des élections de 2025 dans les pays des participants.
- III. Augmentation du nombre de membres du M-DNA.

## 7. Portée

Cette année, les participants seront issus de 34 pays africains, y compris l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, l'île Maurice, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Soudan, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

## 8. Personnes de contact

Pour plus d'informations, contactez: Vanessa/ [vanessa@afrodad.org](mailto:vanessa@afrodad.org) | Howard/ [howard@afrodad.org](mailto:howard@afrodad.org) | Fidélité/ [fidelite@afrodad.org](mailto:fidelite@afrodad.org) |

